



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Politique de développement durable

Question au Gouvernement n° 2981

Texte de la question

POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

M. le président. La parole est à Mme Danièle Obono.

Mme Danièle Obono. Dans un sondage publié par *Libération* le 31 mars, 84 % des personnes interrogées appellent de leurs vœux la relocalisation en Europe du maximum des filières de production ; 69 % veulent « ralentir le productivisme et la recherche perpétuelle de rentabilité » ; 88 % réclament un « accès à l'eau et à un air de qualité » et 76 % à la « biodiversité ». Le 9 mai dernier, une autre enquête d'opinion publiée dans le Journal du dimanche, le JDD, indiquait que, pour le monde d'après, la « protection de l'environnement » fait partie des thèmes jugés prioritaires pour une majorité de la population, avec la santé, l'éducation et les services publics.

La crise sanitaire a encore élargi la prise de conscience de ce que devraient être nos priorités, dans une majorité de la population. L'épidémie de Covid-19 nous rappelle cruellement les désordres écologiques provoqués par la globalisation néolibérale : la déforestation massive, l'élevage intensif, l'ultra densification urbaine sont autant de facteurs qui ont concouru à la transmission du virus aux humains et à sa propagation.

Ce moment doit être l'occasion d'une véritable bifurcation écologique et solidaire. Les Français et Françaises l'ont bien compris, mais de toute évidence, pas ce gouvernement. Le grand blabla jupitérien cache mal l'indigence stratégique de votre antipolitique écologique : refus d'instaurer des conditions sociales et environnementales au soutien financier aux grandes entreprises parmi les plus polluantes ; soutien à l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mexique qui dérégule le marché de l'énergie, des matières premières et de l'agriculture ; silence complice sur l'avis favorable donné à un projet de Montagne d'or *bis* en Guyane qui implique une déforestation massive et une pollution irréversible des sols ; j'en passe et des pires.

La ministre censée s'occuper de toutes ces questions est passée en mode fantôme. Peut-être est-ce dû à sa totale incompétence concernant ces sujets ? Ou à l'incurie systémique des plus hauts sommets de la Macronie ?

Monsieur le Premier ministre, quelle est exactement la stratégie de transition écologique, ou ce qui en tient lieu dans votre univers, que vous comptez lancer ? Avec quels moyens et quels objectifs précis ?

M. le président. La parole est en mode réel à Mme la ministre de la transition écologique et solidaire. (« Ah ! » et « Très bien ! » sur les bancs du groupe LR.)

M. Philippe Gosselin. Quelle ovation pour votre retour, madame la ministre !

Mme Élisabeth Borne, *ministre de la transition écologique et solidaire*. Madame la députée, permettez-moi de m'exprimer très clairement : en matière d'écologie, je préfère l'action aux discours déconnectés des réalités. C'est la ligne que je tiens à la tête de mon ministère et que j'applique depuis le début de cette crise.

J'agis en ne cédant rien aux demandes de retour en arrière concernant les normes environnementales. J'ai refusé tout moratoire ; la France a refusé une remise en question du Green Deal européen. Il n'y aura pas de pause en matière de transition écologique.

J'agis en accélérant notre calendrier écologique. J'en veux pour preuve le forfait mobilité durable, une avancée défendue par cette majorité, dont le Gouvernement a accéléré la mise en œuvre dès le week-end dernier, pour aider des millions de salariés et d'agents publics qui se rendent au travail en covoiturage ou à vélo. De telles mesures concrètes changent le quotidien des Français.

Avez-vous le souvenir, madame la députée, qu'un autre gouvernement ait en temps de crise associé le sauvetage d'une entreprise à un plan de transformation écologique, comme nous le faisons, nous, avec Air France ? En même temps que nous évitons la faillite de la compagnie, nous obtenons un engagement historique de réduction drastique des vols sur les trajets pour lesquels existe une alternative ferroviaire de moins de deux heures trente.

La relance que nous préparons sera durable. Nous allons créer des emplois dans les secteurs de la rénovation thermique, de la mobilité électrique, des énergies renouvelables.

Ne rien céder, accélérer, promouvoir des transformations concrètes : voilà notre ligne, voilà la réponse de cette majorité aux défis écologiques. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Mme Danièle Obono. Mais bien sûr !

Données clés

Auteur : [Mme Danièle Obono](#)

Circonscription : Paris (17^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2981

Rubrique : Développement durable

Ministère interrogé : Transports

Ministère attributaire : Transports

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 mai 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 mai 2020](#)